

JEUNE AFRIQUE

Toute l'actualité africaine en continu

TCHAD

Lac Tchad : les caprices de l'eau

27/12/2010 à 10:22 Par Justine Spiegel, envoyée spéciale



Le lac est partagé par trois autres pays : le Niger, le Nigeria et le Cameroun. © Sipa

En cinquante ans, le lac Tchad aurait perdu, selon certains, 90 % de sa superficie. Tandis que la communauté scientifique et les pays riverains se demandent s'il est nécessaire de le renflouer, pêcheurs et agriculteurs s'adaptent au rythme des crues et décrues.

« Enfant, il suffisait que je plonge un seau dans l'eau pour le ressortir plein de poissons. Vraiment, le lac était miraculeux. » Les mains croisées, Adam Seid affiche une sérénité que les difficultés du quotidien ne semblent pas affecter. Il y a trente ans, il est venu de Bol, le chef-lieu de la région, pour s'installer à Kinasserom, l'une des petites îles qui, avec la baisse du niveau des eaux, ont fait surface dans la partie sud du lac Tchad. Chaque année, des pêcheurs, agriculteurs et éleveurs tchadiens, nigériens, ghanéens et maliens, fuyant les zones arides, migrent pour rejoindre cet îlot fertile, désormais peuplé de 6 000 habitants... contre 200 dans les années 1980. Sur les berges ou sur l'eau, pendant la saison sèche comme pendant les crues, tous vivent des eaux du lac, au rythme de ses variations.

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les prises annuelles de poisson sont passées de 80 000 tonnes en 1960 à moins de 50 000 t en 2000.

Plus spectaculaires encore, des images prises par la Nasa, l'agence spatiale américaine, montrent que, d'une superficie de 25 000 km² en 1963, le lac avoisinerait aujourd'hui 2 500 km². Une diminution de 90 % due aux années de sécheresse (1973, 1984, 2008), à l'avancée du désert, au déboisement sauvage et à l'action de l'homme en général. Quant à la profondeur du lac, elle serait passée de 160 m à environ 10 m aujourd'hui. En moyenne car, pendant la saison sèche, sa profondeur peut osciller entre 3 m et 50 cm...



Photo satellite de l'agence spatiale américaine prise en 1973.

© Nasa

Pour les scientifiques, l'impact humain et celui du réchauffement climatique seraient très faibles. « Le lac Tchad ne s'assèche plus depuis une quarantaine d'années. Depuis la fin des années 1970, les scientifiques s'accordent sur le fait qu'il s'est stabilisé à un niveau de petit lac, qu'il a déjà eu par le passé », affirme **Géraud Magrin**, chercheur au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad).

Réunis à N'Djamena, du 29 au 31 octobre, à l'occasion du 8e Forum mondial du développement durable, la communauté scientifique internationale et plusieurs chefs d'État africains (Libye, Sénégal, Centrafrique, Tchad, Nigeria) ont tenté de trouver des **solutions à la réduction du lac Tchad**.

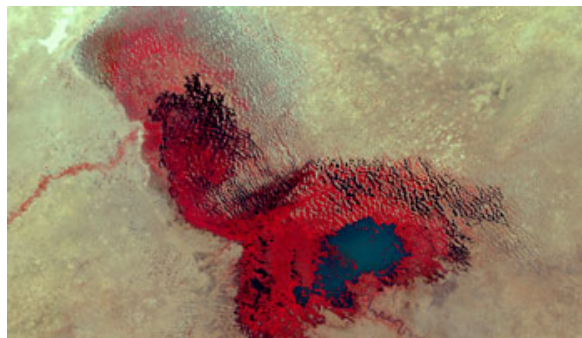


Photo satellite de la Nasa prise en 1998.

© Nasa

Le fleuve Oubangui en renfort

Quatre propositions ont été élaborées, à partir de leurs conclusions, à l'issue du forum : mettre en place des opérations d'aménagement, de désensablement et de régulation des volumes d'eau, tout en envisageant le transfert des eaux de l'Oubangui ; impliquer tous les acteurs de la société civile et prendre davantage en compte les demandes des populations riveraines ; renforcer les actions de recherche et développement (R&D) ; demander l'inscription du lac Tchad au patrimoine de l'humanité.

Le projet Transaqua, qui consiste à dévier une partie des eaux de l'Oubangui via son affluent, le Chari, pour alimenter le lac Tchad, a été au cœur des trois jours de débats. « C'est la seule solution évidente pour remédier à l'assèchement du lac », confie **Emmanuel Nadingar**, le Premier ministre tchadien.

Transaqua : le pour, le contre

Imaginé par le Cameroun, le Niger, le Nigeria, la République centrafricaine et le Tchad réunis dans le cadre de la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT), le coût du projet a été estimé

l'an dernier à 19,6 milliards de F CFA (29,9 millions d'euros). Idriss Déby Itno comptait d'ailleurs sur le forum pour convaincre des bailleurs de fonds d'y participer. Le président français, Nicolas Sarkozy, s'est engagé à en être le chef de file, avant une prochaine réunion à Paris, dans quelques mois.

À Kinasserom, le village d'Adam Seid, on choisit de se ranger du côté de l'État. « Je suis pour le transfert des eaux de l'Oubangui-Chari. Et je suis sûr que le gouvernement tchadien sera capable de négocier pour trouver des financements », assure Adam Ousmane, un pêcheur malien de 47 ans dont la survie, ainsi que celle de ses deux femmes et douze enfants, dépend de ses prises quotidiennes. D'ailleurs, il espère que, grâce à la décrue qui vient de commencer, en même temps que la période de reproduction des poissons, les rendements seront meilleurs.

Le Tchad a connu cette année une pluviométrie exceptionnelle, qui a rendu la pêche plus difficile, les eaux devenant plus profondes. Sans compter que les filets à grosses mailles ne permettent plus le même rendement qu'avant. « L'interdiction d'utiliser des filets à petites mailles fait partie des mesures de sauvegarde mises en place par le gouvernement en 2008 pour protéger l'écosystème du lac et la survie des espèces qui y vivent », explique Brahim Hamdane, délégué régional de l'environnement et des ressources halieutiques du lac.

À Bol, le projet **Transaqua ne suscite pas autant d'enthousiasme**. Dans les années 1990, l'État y a construit des polders, afin que les cultivateurs disposent de terres cultivables sécurisées, qui ne soient pas inondées en période de crue. « Ces polders représentent 80 000 ha. Or, si l'on remplit le lac en faisant dévier les eaux de l'Oubangui-Chari, on va perdre 70 000 ha cultivables, s'inquiète Youssouf Mbodou Mbami, le sultan de Bol. Cela va forcément poser un problème pour l'alimentation des populations. »

Facultés d'adaptation

En dehors des polders, la baisse du niveau des eaux, en faisant émerger de nouvelles terres cultivables, a été plutôt favorable aux paysans. Pourtant, à Guitté, un village de plus de 10 000 habitants, Mahamat Abdoulaye s'inquiète. Il y a trois mois, ses cultures de patates douces, de manioc et de maïs, qui subissent régulièrement la sécheresse, ont été englouties par l'eau. « C'est difficile, car je suis né agriculteur et je n'ai pas les moyens de me reconverter dans la pêche. » Afin de gagner un peu d'argent, pour le moment, il travaille sur les berges, à décharger la canne à sucre ou les matériaux de construction des pirogues venant du Nigeria pour les charger dans les camions en partance pour N'Djamena.

Cependant, la plupart des gens du lac, hommes et femmes, ont appris à jongler avec la variabilité saisonnière. Face aux caprices du temps, du lac et du fleuve Chari, ils diversifient et alternent leurs activités. Comme Adoum Gharba. Ce père de cinq enfants, initialement cultivateur, est devenu agropêcheur en 1998. Il a acheté une pirogue, s'est équipé petit à petit et, désormais, la pêche constitue sa principale activité, même s'il a conservé 1 ha de maïs pour les mois moins poissonneux. À 34 ans, il est propriétaire d'une grande maison à Guitté.